



En partenariat
avec



Université Internationale de Rabat
THE INNOVATIVE UNIVERSITY

Enseignement, recherche et entrepreneuriat

Politiques publiques et Marocains du monde

Rabat, le 21 octobre 2025
Université internationale de Rabat

Enseignement, recherche et entrepreneuriat Politiques publiques et Marocains du monde Rabat, le 21 octobre 2025 Université internationale de Rabat (UIR) Argumentaire

En quelques décennies, la communauté marocaine à l'étranger a connu des transformations profondes et multidimensionnelles. Bien que 80 % des Marocains du monde (MdM) résident en Europe, cette diaspora s'est mondialisée, diversifiée et complexifiée. Elle s'est féminisée (près de 50 %), rajeunie (avec l'émergence de générations nées et socialisées hors du Royaume), tout en connaissant un vieillissement progressif d'une partie de ses membres. Une mutation particulièrement significative réside dans l'élévation du niveau de qualification : environ 20 % des MdM disposent aujourd'hui d'un diplôme universitaire, ce qui constitue un atout stratégique dans un contexte international marqué par une compétition accrue autour des talents, qu'ils soient hautement ou peu qualifiés.

Face à ces évolutions, le Royaume du Maroc a déployé, depuis plusieurs décennies, une politique volontariste à l'égard de ses ressortissants à l'étranger. Cette politique s'appuie sur une double dynamique : d'une part, l'intégration réussie des MdM dans leurs sociétés de résidence, comme en témoigne notamment le taux élevé de naturalisations ; d'autre part, le maintien d'un lien fort avec la terre d'origine, perceptible y compris chez les jeunes générations.

Cette politique est aujourd'hui à l'aube d'une inflexion majeure, impulsée par les discours de Sa Majesté le Roi Mohammed VI d'août 2022¹ et de novembre 2024². Ces interventions royales ont appelé à une mobilisation accrue des MdM dans les grands chantiers de développement du Royaume, ainsi qu'à une réforme des institutions qui leur sont dédiées, afin d'accompagner au mieux leurs attentes et valoriser leur potentiel.

Ce qui se joue en lame de fond, c'est la capacité du Maroc à articuler une stratégie nationale inclusive, fondée sur l'intelligence collective de ses élites transnationales, pour répondre notamment à des défis systémiques.

C'est dans ce contexte que le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME), institution consultative constitutionnelle, a entrepris avec ses partenaires trois études portant sur la revalorisation du capital humain, la transition écologique et la souveraineté sanitaire.

1 <https://www.mapnews.ma/fr/discours-messages-sm-le-roi/sm-le-roi-adresse-un-discours-a-la-nation-a-loccasion-de-lanniversaire>

2 [https://fr.le360.ma/politique/discours-al-massira-mohammed-vi-fait-leloge-du-patriotisme-de-la-diaspora-et-an-
nonce-des-mesures_MCVUTCXVYFHGHGTH6ZQYLCDDYA/](https://fr.le360.ma/politique/discours-al-massira-mohammed-vi-fait-leloge-du-patriotisme-de-la-diaspora-et-annonce-des-mesures_MCVUTCXVYFHGHGTH6ZQYLCDDYA/)

À première vue, ces trois thématiques peuvent sembler hétérogènes. Pourtant, elles sont profondément liées par une même logique : celle de la mobilisation stratégique du capital diasporique face à des défis transversaux qui engagent l'avenir du pays. Le stress hydrique, la santé publique et le retour des compétences ne sont pas des enjeux sectoriels isolés, mais des nœuds systémiques où se croisent les questions de gouvernance, de souveraineté, d'innovation et de justice sociale.

En conséquence, le CCME organise en partenariat avec l'Université internationale de Rabat un premier séminaire consacré à la présentation de deux études inédites portant sur :

- *Les dynamiques et ressorts du retour des compétences marocaines du monde* : cette étude explore les conditions de réintégration des talents diasporiques dans les écosystèmes nationaux, en lien avec les enjeux de souveraineté cognitive, de relocalisation des savoirs et de réflexivité sur les départs des ressources locales ;
- *Le stress hydrique et la contribution des compétences marocaines à l'élaboration de solutions innovantes* : dans un contexte de vulnérabilité climatique croissante, cette étude interroge la capacité des MdM à contribuer à la sécurité hydrique du Royaume par le transfert de savoirs, de technologies et de modèles de gouvernance durable.

Ce premier séminaire³ vise ainsi à instaurer une dynamique de co-construction. Il offrira une plateforme d'échange sur les politiques publiques mises en œuvre par le Gouvernement, ainsi que sur les initiatives portées par des MdM dans des domaines variés tels que l'investissement, la recherche académique ou l'innovation. Ce qui se joue ici, en profondeur, c'est la capacité du Maroc à penser sa diaspora non comme une périphérie, mais comme un centre de gravité alternatif, capable d'irriguer les politiques nationales par des ressources transnationales, des savoirs pluriels et des imaginaires partagés.

Une table ronde finale viendra clore les travaux, en permettant de dégager des pistes d'action concrètes et des recommandations consolidées, dans une perspective de renforcement du rôle stratégique des MdM dans le développement du Maroc.



3 Un second séminaire sera consacré à la présentation de l'étude intitulée : *La mobilité internationale des professionnels de santé et les politiques d'attractivité et de fidélisation des ressources humaines*.

Enseignement, recherche et entrepreneuriat Politiques publiques et Marocains du monde Rabat, le 21 octobre 2025

Université internationale de Rabat (UIR)

Programme

9h-9h30 : allocutions de bienvenue

Président de séance :

- M. **Driss El Yazami**, président du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME)
- M. **Nouredine Mouaddib**, président de l'Université internationale de Rabat (UIR)

9h30-12h30 : première session

Présentation des deux études

Président de séance : M. **Jamal Bouiyou**, Université de Pau, France

9h30-10h20

Dynamiques et ressorts du retour des compétences marocaines du monde. Un focus ethnographique sur le milieu universitaire et le monde de l'

Présentation d'une étude réalisée en partenariat entre le CCME et l'UIR

- M. **Farid El Asri**, Mme **Shaima Jorio** (UIR)

Discutant.e.s

- Mme **Fatine Dinia**, vice-présidente exécutive et directrice générale déléguée, UIR
- M. **Yassine Benmokhtar**, doctorant en sciences-politiques au Center for Global Studies, Collège des Sciences Sociales UIR

10h20-11h10

Marocains du monde et alternatives à la pénurie en eau

- M. **Mohammed Bensalah**, CCME

Discutant.e.s

- M. **Zakaria El Yacoubi**, directeur de l'irrigation et de l'aménagement de l'espace agricole, ministère de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et Forêts
- M. **Ahmed Legrouri**, expert en gestion de l'eau et en valorisation des ressources naturelles, prévôt et VPAA de l'Université Internationale de Grand-Bassam, Côte d'Ivoire

- Mme **Fatima Ezzahra Mengoub**, professeure, Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P)
- M. **Hammou Laamrani**, expert en gestion de l'eau, responsable des affaires économiques, Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale, Beyrouth, Liban
- Mme **Salma Bougarrani**, co-fondatrice et Directrice générale de Green Watch

11h10-12H30

Discussion générale

12h30-14h : déjeuner

14h-17h : deuxième session

- Président de séance : M. **Rachid Alaoui**, socio économiste, ICP Campus de Reims, France

Politiques publiques et initiatives des MdM

Politiques publiques : où nous en sommes ?

- M. **Marwan Berrada**, secrétaire général du Département des MRE, ministère des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains de l'étranger
- M. **Said Jabrani**, directeur général, Tamwilcom
- Mme **Kenza Khalil**, secrétaire générale, Agence marocaine de développement des investissements et des exportations (AMDIE)
- Mme **Saadia El Omari**, cheffe du service Transfert de technologie, Centre national de la recherche scientifique et technique (CNRST)

Du côté des MdM : Bonnes pratiques et leçons apprises

- Pr. **Rachid El Guerjouma**, universitaire-chercheur
- M. **Yassine Mountacif**, entrepreneur, France
- Pr. **Armand Bensussan**, universitaire et entrepreneur en France et au Maroc
- M. **Mouloud Boukhachab**, industriel et ancien directeur général d'entreprises pharmaceutiques en Europe et au Maroc
- M. **Abderrahim Lachgar**, fondateur de startups innovante dans le secteur de la santé
- M. **Karim Basrire**, membre du bureau MeM CGEM
- Dr. **Hanane Chaibainou**, PDG de *Onevita Partners*, États-Unis d'Amérique

Discussion générale : conclusions provisoires et propositions

17h-18h : séance de clôture

- Président de séance : **Mohammed Metalsi**, écrivain chercheur, Paris, France

Conclusions et recommandations

- M. **Abdelhafid Debbarh** conseiller du président, UIR
- M. **Hassan Bousetta**, professeur, chercheur qualifié, Université de Liège

Allocutions de clôture

- M. **Driss El Yazami**, président du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME)
- M. **Nouredine Mouaddib**, président de l'Université internationale de Rabat (UIR)
- M. **Nizar Baraka**, Ministre de l'Équipement et de l'Eau



Le contexte actuel de la communauté marocaine résidant à l'étranger révèle, sur le plan démographique, une concentration majoritaire en Europe, marquée par un double mouvement de rajeunissement de la population et de féminisation progressive, auquel s'ajoute une tendance progressive au vieillissement. L'analyse sociologique des MDM, telle qu'elle se dégage de la présente étude, met en exergue l'émergence de profils avec un niveau de qualification universitaire significatif. Ces figures s'inscrivent pour partie dans des trajectoires hybrides et transnationales, évoluant à l'intersection de plusieurs systèmes de référence culturels, sociaux et professionnels. Les dynamiques de mobilité circulaire, les retours saisonniers, ainsi que la reconnaissance croissant de la double appartenance nationale, témoignent de la complexité des ancrages transnationaux et

de l'ouverture de ces parcours sur un éventail pluriel de configurations identitaires et de modalités de connexion avec le pays d'origine.

L'analyse des trajectoires académiques des MDM installées au Maroc met en évidence une préférence plus marquée pour les établissements relevant de partenariats public-privé, perçus comme des espaces offrant une flexibilité pédagogique, une ouverture à l'international, une plus grande diversité linguistique et une capacité d'innovation curriculaire. Ces institutions sont souvent valorisées pour leur aptitude à articuler les standards académiques internationaux avec les spécificités du contexte local, facilitant ainsi une transition plus fluide pour les compétences scientifiques issues de la diaspora. Toutefois, cette orientation ne saurait occulter les multiples contraintes structurelles et institutionnelles auxquelles sont confrontés les MDM dans leur expérience académique au Maroc.

Parallèlement, les parcours entrepreneuriaux des MDM installés au Maroc témoignent d'une dynamique ambivalente. D'un côté, ces initiatives s'inscrivent dans un environnement économique où les MDM se confrontent parfois, dans la pratique, à des rigidités récurrentes ; telles que la complexité des démarches administratives, l'accès limité au financement et l'insuffisance des dispositifs d'accompagnement adaptés aux spécificités des entrepreneurs issus de la diaspora. De l'autre, ces contraintes suscitent des formes notables de résilience, traduites par la mobilisation de réseaux transnationaux, le recours au capital social accumulé à l'étranger, ainsi qu'une capacité d'innovation organisationnelle et managériale.

Au regard des constats établis, l'étude formule une proposition stratégique articulée autour d'une vision intégrée et prospective de la gouvernance migratoire. L'étude relève la volonté exprimée de mettre en place une *Fondation Mohammedia des Marocains Résidant à l'Étranger*, envisagée comme un dispositif structurant et opérationnel au service d'une gouvernance renouvelée des politiques migratoires. En s'appuyant sur les acquis institutionnels et les dynamiques déjà engagées, cette fondation incarnerait un levier d'efficacité et de coordination, en tant que bras exécutif d'une gouvernance participative, destinée à fluidifier les démarches administratives et à renforcer la mobilité transnationale des MDM. Cette fondation aurait pour mission principale de centraliser, coordonner et valoriser les initiatives émanant des MDM, tout en assurant une cohérence d'action entre les différents acteurs institutionnels, associatifs et économiques.

La médiation des doléances, au sein de l'institution du Médiateur du Royaume, pourrait constituer également un axe structurant de la stratégie envisagée pour renforcer les liens entre le Maroc et sa diaspora. Parallèlement, les services consulaires devraient être un levier central de transformation, en reposant sur des modalités d'interaction directe entre les MDM et l'administration, à travers la numérisation des procédures, l'instauration d'un guichet unique, la généralisation de l'immatriculation consulaire obligatoire, et l'interconnexion des bases de données entre les différentes institutions concernées.

La politique de mobilisation des compétences appelle, en outre, à l'élaboration d'une diplomatie entrepreneuriale, favorisant la création d'incubateurs, de dispositifs de mentorat et de mécanismes de financement adaptés ; et d'une diplomatie scientifique, s'appuyant sur des hubs de recherche, des programmes de bourses ciblées et des agents de liaison scientifique, dans le but de canaliser et de structurer l'apport intellectuel, technologique et économique des MDM. Dans cette dynamique, la mise en place d'un programme scientifique dédié s'avère essentielle.

Par ailleurs, l'élargissement de la notion de compétence constitue une exigence à la fois épistémologique et politique. Il s'agit de reconnaître et d'intégrer les divers savoir-faire, les expériences professionnelles non-hautement qualifiées, les compétences relationnelles, ainsi que les contributions locales ou régionales dans les dispositifs classiques de reconnaissance.

Enfin, une politique culturelle plurilingue, inclusive et transversale, viendrait renforcer la dimension symbolique et identitaire de cette stratégie. Elle viserait à valoriser les identités plurielles des MDM, à promouvoir la diplomatie culturelle, et à créer des espaces de reconnaissance, de dialogue et de co-construction.

La mise en œuvre de cette feuille de route appelle une planification stratégique rigoureuse, fondée sur une coordination interinstitutionnelle efficace, le déploiement de programmes pilotes, l'élaboration d'indicateurs de performance pertinents, ainsi qu'une stratégie de communication ciblée et inclusive. Elle requiert également une capacité d'adaptation continue, fondée sur l'innovation, la flexibilité et la valorisation des réussites comme leviers de transformation.

En définitive, appréhender les modalités d'installation, de recomposition identitaire et de négociation sociale des compétences MDM réinstallées au Maroc revient à reconnaître leur potentiel transformateur. Ces trajectoires, en tant que vecteurs d'innovation et de renouvellement, participent à la reconfiguration des espaces sociaux, à l'enrichissement des débats académiques et économiques, et à la redéfinition des liens entre le Maroc et sa diaspora.

Farid EL Asri
Professeur ordinaire
Collège des Sciences Sociales (UIR)

